

229/ Afrique soir (1992 JAF 0118 D)

P = Edmond Sadaka

T = La détente se confirme entre le Burundi et le Rwanda. Le ministre rwandais des Affaires étrangères annonce son intention d'effectuer une visite officielle à Bujumbura. Nous l'entendrons dans la deuxième partie d'Afrique soir.

Itw de Boniface Ngulinzira, nouveau ministre rwandais des Affaires étrangères (Nicolas Baliqie) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

« Le Rwanda et le Burundi sont deux pays jumeaux, qui ont pratiquement les mêmes problèmes et qui doivent s'entendre... Ces derniers temps, le contact physique entre les autorités des deux pays étaient rompus... »

(Q. de N.B. : alors, monsieur le ministre, il y a le problème des camps de réfugiés. Il y aussi ce problème, je dirais, épineux, du Parmehutu. Le gouvernement de Bujumbura accuse votre gouvernement d'être responsable. Ca va être un problème que vous allez débattre également ?)

Oui, c'est un problème qu'on va débattre. Mais, à ce sujet, la position du gouvernement rwandais est qu'il n'a jamais toléré et qu'il ne tolérera jamais tout acte visant la déstabilisation du Burundi à partir du territoire rwandais. Le gouvernement dément formellement qu'il y ait eu au Rwanda des gens qui se seraient organisés au vu et au su des autorités rwandaises pour attaquer le Burundi.

+

Il semble que le Burundi déclare qu'il a des preuves matérielles irréfutables. Nous sommes bien disposés à les examiner.

(Q. de N.B. : maintenant concernant le problème au nord du Rwanda, on a vu ces derniers temps que les attaques se poursuivent. Monsieur le Premier ministre a lancé un appel au dialogue. Ne pensez vous pas que ces attaques puissent nuire à cette possibilité de négociations avec le FPR ?)

Dans son discours programme, le Premier ministre a lancé un appel au FPR pour qu'il cesse les hostilités et qu'il prenne le chemin des négociations... Si les affrontements se poursuivent, cela signifie que le FPR n'a pas entendu ou n'a pas voulu entendre cet appel du Premier ministre.

(Q. de N.B. : est-ce que vous pensez que Bujumbura pourrait être une des clés du règlement du problème du FPR ?)

Certainement. D'ailleurs, l'ensemble des pays de la région constitue une clé de ce problème. Nous sommes convaincus que la sécurité du Rwanda a une dimension régionale...

(Q. de N.B. : ce sera donc une rencontre extrêmement importante à Bujumbura ?)

Ce sera une rencontre importante et j'espère fructueuse... »

- Journaux Afrique du 30 avril 92 (1992 JAF 0121)

230/ Afrique midi (1992 JAF 0121 C)

P = Yves Rocle

T = Les rebelles du FPR revendiquent de nouvelles victoires.

P : Un communiqué de victoire du FP. Les rebelles affirment avoir repris du terrain dans les régions de Byumba et de Ruhengeri. Deux villes qu'ils ne contrôlent pourtant pas.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«De source bien informée, on confirme une avancée des rebelles, à dominante tutsie, dans le nord du pays. Mais on précise que les villes de Byumba et de Ruhengeri ne sont pas menacées. Alors, où sont les rebelles exactement ? Tout le long de la frontière nord avec l'Ouganda, une bande territoriale d'une dizaine de kilomètres de profondeur à l'intérieur du Rwanda, semble-t-il. Notamment, toujours de source informée, dans la plaine du Mutara, où l'armée gouvernementale ne pourrait plus avancer sans prendre le risque d'être pilonnée par les canons rebelles postés sur les collines environnantes. Pour la première fois depuis 90, nous sommes en mesure de tenir le territoire conquis, affirme un porte-parole du FPR rebelle en Ouganda. Et de fait, il semble bien que les rebelles se soient solidement retranchés dans cette zone et se soient donc appropriés un gage territorial qui leur servira peut être le jour où s'ouvriront, qui sait, des négociations avec le Premier ministre Dismas Nsengiyaremye, qui se dit ouvert au dialogue. »

Mai 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 02 mai 92 (1992 JAF 0123)

231/ Afrique midi (1992 JAF 0123 C)

P = Nicolas Baliqye

T = 17 personnes tuées dans l'explosion d'une mine à Ruhango, au sud-ouest du pays.

Itw de James Gasana, ministre rwandais de la Défense (Christophe Boisbouvier) :

«Hier, on a eu donc une explosion d'une bombe ou d'une mine dans une camionnette qui transportait plusieurs personnes... Ce n'est pas le premier attentat, ce doit être le cinquième dans la région depuis un mois, un mois et demi.

(Q. de C.B. : à votre avis, qui est derrière l'attentat ?)

Nous croyons que cela fait partie de tous les terrorismes basés en Ouganda. Nous croyons qu'il s'agit de leurs acolytes qui effectuent ces opérations.

(Q. de C.B. : comment expliquez-vous que ces attentats aient lieu dans le sud du pays, alors que les rebelles du FPR sont dans le nord ?)

Oui, ils sont dans le nord. Mais nous savons maintenant que les appuis qu'ils reçoivent, ils ne les reçoivent pas d'un seul pays. Nous sommes un petit pays, nous avons une longue frontière et c'est un endroit où il y a beaucoup de perméabilité.

(Q. de C.B. : certains milieux d'opposition attribuent ces attentats au parti au pouvoir, le MRND, qu'ils accusent de vouloir maintenir l'insécurité pour essayer de démontrer l'incapacité du nouveau Premier ministre. Qu'est-ce que vous en pensez ?)

Ca, c'est tout à fait faux et nous ne croyons pas que les gens sérieux prennent cela comme une vérité puisque les gens dans le pays, qu'ils soient du MRND ou des autres partis d'opposition, analysent et voient bien la réalité. Nous ne croyons pas qu'ils le croient.»

- Journaux Afrique du 03 mai 92 (1992 JAF 0124)

232/ Afrique matin (1992 JAF 0124 A)

P = Danielle Lefèvre

P : Multiplication des attentats au Rwanda. Quelques heures après l'explosion d'une bombe dans un centre commercial de Ruhango. Bilan définitif : 17 morts et 13 blessés. C'est la capitale elle-même Kigali qui était à nouveau touchée la semaine dernière. Une explosion à la gare routière avait fait un mort et une trentaine de blessés. Hier, c'est dans un taxi collectif que l'engin avait été placé. Résultat : au moins six personnes tuées et des dix autres blessées. Le bilan pourrait bien s'alourdir. Cette vague d'actes terroristes ne facilite pas la tâche du nouveau gouvernement civil qui s'est fixé pour objectif la réconciliation nationale. A chacun son coupable. Pour les uns, c'est le FPR qui est derrière tout cela. Pour d'autres, c'est l'ancien parti unique, le MRND, qui veut saboter l'action de la nouvelle équipe gouvernementale. En tout cas, des enquêtes sont en cours.

Itw de James Gasana, ministre rwandais de la Défense (Christophe Boisbouvier) :
« Les recherches sont en cours. Il y a des suspects bien sûr mais nous attendons qu'il y ait assez de preuves pour pouvoir déterminer qui sont derrière ces attentats. En tout cas, toutes ces actions profitent à notre ennemi, à savoir les rebelles du FPR, basés en Ouganda.

(Q. de C.B. : certains opposants accusent le parti au pouvoir, le MRND, d'être à l'origine de ces attentats pour compromettre le nouveau Premier ministre, issu de l'opposition ?)

Ce serait absurde qu'un parti qui est à l'aise dans le pays, dans l'administration du pays, recoure à ce genre d'actions puisque ce n'est pas un parti désespéré. C'est un parti qui compte une majorité dans la population et qui ne pourrait pas recourir à ce genre d'actions. »

- Journaux Afrique du 09 mai 92 (1992 JAF 0130)

233/ Afrique matin (1992 JAF 0130 A)

P = Philippe Leymarie

P : Avant de développer ces titres, la mésaventure qui est arrivée à Agathe Uwilingiyimana. Elle est membre du principal parti d'opposition, le MDR. Elle est l'une des trois femmes ministres du gouvernement de transition, où elle a la responsabilité de l'enseignement primaire et secondaire. Une vingtaine de personnes armées de grenades, de machettes et de massues, l'ont attaquée après avoir forcé la porte de sa maison à Kigali. Bastonnades, pieds fracturés, la ministre piétinée, la tête rouée de coups, un peu d'argent et des objets ont été embarqués. Nouvellement promue, Agathe Uwilingiyimana habite effectivement son ancienne maison, sans garde et sans système de sécurité.

Itw d'Agathe Uwilingiyimana (Ghislaine Dupont) :

«Ils étaient envoyés par quelqu'un parce que mon visiteur, on ne l'a pas du tout touché, mes domestiques, on n'a pas touché à mes domestiques, on n'a pas touché à mes enfants.

(Q. de G.D. : vous sous-entendez qu'il pourrait y avoir dans cette affaire un aspect politique ?)

Bien sûr. Je pense. Parce que je dois organiser un concours national pour faire passer les enfants de l'école primaire à l'école secondaire. Nous avons plus de 180 000 enfants et nous avons la capacité uniquement de faire passer au secondaire maximum 10% des enfants. Vous savez, chez nous, on regarde l'ethnie de quelqu'un, son origine, etc. etc. Et j'ai dénoncé publiquement que cette politique-là, je ne vais pas du tout l'appliquer.

(Q. de G.D. : vous pensez que vos agresseurs étaient là pour vous intimider ?)

Pour m'empêcher de poursuivre ces activités-là, pour que le concours se passe comme il se passait toujours, en privilégiant une ethnie, une région par rapport aux autres. »

- Journaux Afrique du 14 mai 92 (1992 JAF 0135)

234/ Afrique midi (1992 JAF 0135 C)

P = Yves Rocle

Invité d'Afrique midi : Libère Bararunyeretse, ministre burundais des Affaires étrangères (Assane Diop) :

«La visite du ministre rwandais des Affaires étrangères au Burundi, qui est intervenu du 1^{er} au 3 mai, se plaçait dans le cadre de l'initiative du gouvernement burundais. Pour résoudre les problèmes entre le Rwanda et le Burundi, il faut épuiser la voix du dialogue. Compte tenu des difficultés causées à la sécurité du Burundi, à partir du territoire rwandais...

(Q. d'A.D. : vous faites référence aux attaques du Palipehutu ?)

Plus précisément les attaques du 9 avril, où des membres du Palipehutu ont été armés sur le territoire rwandais pour attaquer le Burundi...

(Q. d'A.D. : est-ce que le Rwanda est d'accord pour coopérer, pour en terminer avec ces menaces qui pèsent sur le Burundi à partir du territoire rwandais ?)

Nous attendons des réponses concrètes. En clair, nous ne demandons pas plus que le respect des conventions internationales, qui régissent la gestion des réfugiés... »

- Journaux Afrique du 20 mai 92 (1992 JAF 0141)

235/ Afrique matin (1992 JAF 0141 A)

P = Christophe Boisbouvier

T = Violents combats dans le nord du Rwanda, où l'armée gouvernementale tente de repousser les rebelles du FPR.

P : ... Certains croyaient à l'apaisement ou à d'éventuelles négociations, mais en fait, il n'en est rien...

Pap. de Daniel Franco :

« Non, il semble bien que l'armée rwandaise tente de récupérer les territoires conquis ces derniers mois par les rebelles du FPR. Le ministre rwandais de la Défense reconnaît qu'il y a désormais des bombardements à l'arme lourde dans la région et il accuse l'Ouganda d'entraîner les rebelles au fonctionnement de ces armes lourdes... On voit mal donc à l'heure actuelle comment les négociations envisagées ces dernières semaines pourraient aujourd'hui s'enclencher. »

236/ Afrique midi (1992 JAF 0141 C)

P = Yves Rocle

T = Offensive gouvernementale dans le nord du pays contre les rebelles du FPR.

Pap. de Kamel Djaidier :

Diffusé le matin (avec la voix de Daniel Franco)

+

« Le porte-parole du FPR à Bruxelles affirme que la guérilla ne fait que se défendre contre l'offensive des forces gouvernementales lancée le 17 avril dernier, au lendemain de la nomination d'un nouveau Premier ministre. Offensive qui coïncide avec de nouvelles négociations de paix. Ce qui laisse supposer que le président Habyarimana souhaite engager ces négociations en position de force. Un objectif qui suppose de sérieux risques de dérapage. »

P : ... Selon le porte-parole du FPR en Europe, cette contradiction reflète en fait les divergences au plus haut niveau à Kigali.

Itw de Jacques Bihozagara, porte-parole du FPR en Europe (Kamel Djaidier) :

« Cette offensive est expliquée par le bicéphalisme politique qui caractérise ce pays depuis la nomination du Premier ministre. Autrement dit, il y a le nouveau gouvernement qui veut négocier sérieusement, mais il y a l'ancien régime MRND qui

ne veut pas négocier parce que jusqu'à maintenant, il n'a jamais voulu négocier. Il a toujours privilégié la guerre aux négociations.

(Q. de K.D. : alors donc, vous ne croyez pas aux futures négociations ?)

Nous espérons qu'elles pourront aboutir si le nouveau gouvernement renforce ses positions et amène le régime MRND à négocier.

(Q. de K.D. : si le gouvernement fixe une date pour la négociation, irez-vous ou n'irez-vous pas, bien qu'il y ait l'offensive militaire sur le terrain ?)

Nous sommes toujours prêts, même maintenant, à aller sur la table des négociations. »

237/ Afrique soir (1992 JAF 0141 D)

P = Edmond Sadaka

P : Des combats de nouveau dans le nord entre les forces gouvernementales et le FPR. Les deux parties confirment bien la reprise des affrontements le 17 avril dernier. Selon le FPR, ce sont les forces gouvernementales qui sont à l'origine de cette nouvelle offensive. Il s'agirait pour le régime de contrecarrer les négociations souhaitées par l'opposition. Selon le porte-parole du FPR en Europe, cette contradiction reflète en fait les divergences au plus haut niveau à Kigali.

Itw de Jacques Bihozagara, porte-parole du FPR en Europe (Kamel Djaider) :

Diffusée à midi

P : Plusieurs milliers d'élèves et d'étudiants des écoles secondaires de Kigali ainsi que leurs professeurs sont descendus dans la rue aujourd'hui. Une marche de soutien au ministre de l'Enseignement agressée il y a une quinzaine de jours à son domicile.

- Journaux Afrique du 21 mai 92 (1992 JAF 0142)

238/ Afrique midi (1992 JAF 0142 C)

P = Yves Rocle

P : Une première au Rwanda. Le ministre des Affaires étrangères ira demain en Ouganda. Il doit rencontrer à Kampala les autorités du pays et peut-être aussi les chefs guérilleros du FPR.

Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :

« Nous considérons l'Ouganda comme un pays voisin, un pays frère, avec lequel il faut rétablir les relations d'échange et de coopération. En outre, nous savons que

dans le conflit avec le FPR, l'Ouganda pourrait jouer un rôle en vue d'un règlement négocié.

(Q. de M.M. : alors concrètement, qu'est-ce que vous en attendez ? S'agirait-il d'une médiation ou d'une participation de l'Ouganda à d'éventuelles négociations ?)

Ce que j'en attends, je vais en discuter avec les autorités ougandaises. Je vous dirais qu'il y a une approche triangulaire dans le conflit actuel. Nous avons des relations avec l'Ouganda, nous devons mener des négociations avec le FPR mais le FPR peut aussi subir une certaine influence de la part du gouvernement ougandais.

(Q. de M.M. : est-ce que vous envisagez d'avoir des contacts avec le FPR lors de votre séjour à Kampala ?)

Je l'espère. »

P : Et samedi, c'est le secrétaire général de l'OUA qui se rendra à Kigali. Il devrait notamment se pencher sur le sort des réfugiés au Rwanda.

239/ Afrique soir (1992 JAF 0142 D)

P = Edmond Sadaka

P : Le ministre des Affaires étrangères Boniface Ngulinzira se rendra demain en Ouganda. Et c'est une première au Rwanda. Il doit rencontrer à Kampala les autorités du pays et peut-être aussi les chefs guérilleros du FPR.

Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :

Diffusée à midi

Ce qui a été enlevé :

« Ce que j'en attends, je vais en discuter avec les autorités ougandaises. »

- Journaux Afrique du 22 mai 92 (1992 JAF 0143)

240/ Afrique matin (1992 JAF 0143 A)

P = Philippe Leymarie

T = Concertation entre l'Ouganda et le Rwanda à partir d'aujourd'hui pour tenter de mettre fin à la rébellion du FPR.

P : La guerre civile à l'est. Ouganda, la frontière, la base arrière, le sanctuaire des rebelles. Voilà le schéma. Et c'est pourquoi la concertation à partir d'aujourd'hui à Kampala entre le chef de la diplomatie du Rwanda et ses collègues ougandais peut

revêtir une certaine importance. Le nouveau gouvernement compte sur l'Ouganda pour négocier avec le FPR, l'organisation rebelle.

Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :

« Le gouvernement rwandais a opté pour le principe des négociations directes. D'une manière générale, la médiation a pour effet de cristalliser les positions... C'est pourquoi le gouvernement rwandais n'est pas d'accord avec une telle médiation. Bien entendu, en cas de conflit, les parties ne peuvent pas résoudre elles-mêmes et elles seules le conflit. Il faut que des observateurs puissent accompagner ce processus. Et c'est dans ce sens que se situe l'intervention des pays amis, de la France et des Etats-Unis, et d'autres pays de la communauté internationale. »

- Journaux Afrique du 23 mai 92 (1992 JAF 0144)

241/ Afrique matin (1992 JAF 0144 A)

P = Philippe Leymarie

T = Médiation de l'OUA dans le conflit interne au Rwanda. Le secrétaire général de l'OUA est attendu aujourd'hui à Kigali.

P : Bientôt deux ans que dure la guerre civile au nord-est du Rwanda, dans la zone frontière avec l'Ouganda. Des militaires français sont d'ailleurs toujours sur place, officiellement pour protéger les ressortissants étrangers en cas d'éventuelles avancées du FPR en direction, par exemple, de la capitale. Les autorités à Kigali cherchent bien sûr à sortir de cette situation. D'où la mission en Ouganda du chef de la diplomatie rwandaise. Et puis, on attend à la mi-journée à Kigali l'arrivée du secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim.

Pap. de Monique Mas :

« Avec cette visite, Salim Ahmed Salim renoue le fil de la médiation de l'OUA, en sommeil depuis septembre dernier. Une médiation entreprise au lendemain du déclenchement de l'action armée du FPR, c'était en octobre 90. En février 91, l'OUA avait organisé un sommet à Dar es-Salam, réunissant les chefs d'Etat de la région ainsi que le HCR... Ces négociations s'étaient soldées en mars 91 par la signature au Zaïre d'un cessez le feu qui n'a jamais été respecté. L'OUA avait mis sur pied un groupe d'observateurs militaires neutres, le GOM, qui n'ont pas eu en réalité à contrôler de cessez le feu, qui n'a même pas pu vraiment vérifier les positions des deux adversaires... Mais aujourd'hui, le secrétaire général de l'OUA va aussi prendre contact avec de nouveaux acteurs politiques au Rwanda, en l'occurrence les membres de l'opposition, entrés au gouvernement en avril dernier. »

P : Par ailleurs, le ministre rwandais des Affaires étrangères est à Kampala jusqu'à ce soir. Des entretiens avec son homologue ougandais à propos du rôle possible de

l'Ouganda dans le conflit. Kigali a, en effet, souvent accusé Kampala d'appuyer en sous-main les rebelles. Les deux hommes ont évoqué également le blocage des axes routiers des deux pays. Aujourd'hui, le ministre rwandais remet à Museveni un message personnel du président Habyarimana.

242/ Afrique midi (1992 JAF 0144 C)

P = Nicolas Balique

P : Alors que la guerre entre les autorités et les rebelles du FPR s'enlise depuis bientôt deux ans, le gouvernement en place à Kigali multiplie les interventions extérieures. C'est ainsi que le chef de la diplomatie rwandaise est en visite à Kampala. Boniface Ngulinzira a eu des entretiens avec son homologue à propos du rôle possible joué par l'Ouganda dans le conflit. Kigali a en effet souvent accusé Kampala d'appuyer en sous-main les rebelles. Les deux hommes ont évoqué également le blocage des axes routiers des deux pays. Et puis on attendait ce matin à Kigali l'arrivée du secrétaire général de l'OUA. Au menu de ce séjour de 48 heures de Salim Ahmed Salim : le conflit rwandais et bien sûr la question des réfugiés.

Pap. de Monique Mas :

Diffusée le matin

243/ Afrique soir (1992 JAF 0144 D)

P = Nicolas Balique

T = Le conflit rwandais et le problème des réfugiés au centre de la visite du secrétaire général de l'OUA à Kigali.

P : Le Rwanda qui préoccupe l'OUA. Le secrétaire général de l'OUA est à Kigali pour une visite de 48 heures. Il doit rencontrer le président et le Premier ministre. L'OUA qui revient donc en première ligne dans la tentative de règlement d'un conflit qui s'enlise depuis bientôt deux ans.

Pap. de Monique Mas :

« C'est bien sûr du conflit rwandais qu'il sera question. Le Tanzanien Salim Ahmed Salim a suivi de près les efforts de médiation de l'OUA. Il sera sans doute très attentif au plan d'action pour le retour des réfugiés, mis au point par le nouveau gouvernement de cohabitation rwandais. Car des réfugiés, il y en a dans tous les pays voisins et le conflit a aussi des conséquences régionales... »

- Journaux Afrique du 24 mai 92 (1992 JAF 0145)

244/ Afrique soir (1992 JAF 0145 D)

P = Nicolas Baliqye

P : ...L'offensive diplomatique lancée par le gouvernement de Dismas Nsengiyaremye se poursuit. Le ministre rwandais des Affaires étrangères rentre d'une visite à Kampala. Au centre des débats : l'aide de l'Ouganda dans la recherche du règlement du conflit et puis les problèmes de sécurité à la frontière avec les deux pays. A la fin de sa visite, le chef de la diplomatie a rencontré un représentant du FPR.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«Il s'agit de la première rencontre directe à haut niveau depuis la formation du nouveau gouvernement. Le ministre rwandais des Affaires étrangères et le chargé des relations extérieures du FPR se sont vus ce matin en tête à tête. L'entretien qualifié de fraternel par les rebelles a permis de passer en revue les problèmes qui bloquent toujours le règlement du conflit. Cette prise de contact sera suivie d'une rencontre à Paris du 5 au 7 juin. La France, qui joue en quelque sorte un rôle de médiateur, avait proposé que les deux parties se retrouvent dans la capitale française. La proposition est donc acceptée. Mais en fait, il faudra attendre encore un peu pour rentrer dans le vif du sujet, à savoir comment aboutir à un cessez le feu. Les deux adversaires veulent se rencontrer dans un pays africain pour négocier directement...En tout cas, depuis quelques semaines, les efforts pour régler la crise rwandaise se sont intensifiés. Herman Cohen, le secrétaire adjoint américain aux Affaires étrangères, et le ministre français de la Coopération, Marcel Debarge, étaient à Kampala récemment. Les deux hommes ont demandé au président ougandais d'user de son influence auprès des rebelles pour aboutir à un règlement pacifique du conflit.»

P : A Kigali, le couvre-feu vient d'être allégé et les laissez-passer supprimés. A signaler également, une manifestation de femmes aujourd'hui à Kigali. Plus de trois mille militantes de plusieurs partis ont parcouru les rues de la capitale afin de manifester leur soutien au ministre de l'Enseignement, qui avait été attaquée et sérieusement battue le 7 mai dernier à son domicile.

- Journaux Afrique du 25 mai 92 (1992 JAF 0146)

245/ Afrique matin (1992 JAF 0146 A)

P = Philippe Leymarie

P : Et puis bien sûr, la lutte politique parfois passe par les armes. Et c'est le cas au Rwanda depuis deux ans. On note cependant en ce moment une certaine détente. Le ministre rwandais des Affaires étrangères a rencontré hier à Kampala un représentant du FPR, la rébellion armée. C'était la première rencontre directe à haut niveau depuis la formation du nouveau gouvernement.

Pap. de Ghislaine Dupont :

Diffusé la veille au soir

- Journaux Afrique du 26 mai 92 (1992 JAF 0147)

246/ Afrique matin (1992 JAF 0147 A)

P = Danielle Lefèvre

P : Fin de la visite du ministre des Affaires étrangères rwandais à Kampala. Visite fructueuse puisqu'elle doit déboucher sur l'ouverture dans quinze jours à Paris de négociations directes entre le nouveau gouvernement rwandais et l'opposition armée, le FPR.

Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :

« Nous avons décidé de demander à la France d'abriter cette première rencontre. Je ne veux pas préjuger mais, à l'issue de cette rencontre, nous pourrions décider de nous rencontrer alternativement dans un pays européen et un pays africain. Ce n'est pas exclu.

(Q. de M.M. : cette rencontre à Paris devrait-elle se faire sous l'égide ou avec la médiation française ou bien s'agit-il d'une autre formule ?)

Nous avons décidé de discuter le rôle des pays tiers, des pays de la région, des pays occidentaux, de même que les organisations internationales, telles que l'OUA, l'ONU, compte tenu de la nouvelle approche de négociation directe. Laquelle approche n'exclut en rien le rôle des pays tiers. Nous serons heureux que la France et les autres pays européens s'engagent fermement pour appuyer le processus de négociation, de même que les pays de la région. »

- Journaux Afrique du 28 mai 92 (1992 JAF 0149)

247/ Afrique midi (1992 JAF 0149 C)

P = Yves Rocle

T = L'opposition légale et la guérilla se rencontrent demain à Bruxelles.

Pap. de Monique Mas :

« Cette réunion est très importante d'abord parce qu'elle s'inscrit dans un enjeu de politique intérieure primordial. Les partis d'opposition qui viennent à Bruxelles cohabitent en effet dans le nouveau gouvernement avec le parti au pouvoir le MRND, qui n'a pas réussi à négocier la paix avec le FPR. Or, c'est justement la priorité du Premier ministre, issu de l'opposition... En revanche, le MRND n'est pas invité à Bruxelles... Une rencontre que l'on peut aussi qualifier d'historique au regard des trente années mouvementées et souvent sanglantes vécues par le Rwanda. Alors bien sûr, les leaders politiques qui vont se retrouver autour de la table luttent tous pour un changement démocratique au Rwanda. Reste qu'ils ont à s'expliquer sur cette histoire chargée, qui a conduit notamment des centaines de milliers de Rwandais en exil. Des Tutsis en majorité, dont le FPR a pris la défense les armes à la main. En face de lui, à Bruxelles, il y aura notamment d'anciens chefs de file du Parmehutu, le parti qui, lui, a pris le pouvoir dans les années soixante au nom des Hutus. »

- Journaux Afrique du 29 mai 92 (1992 JAF 0150)

248/ Afrique matin (1992 JAF 0150 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Les contacts avec l'opposition armée se multiplient. Après le gouvernement, c'est autour de l'opposition légale d'engager la discussion avec le FPR. Elle débute aujourd'hui à Bruxelles.

P : Décidément, les choses bougent au Rwanda... Etant donné la composition des délégations, il est difficile de parler de simples prises de contact.

Pap. de Monique Mas :

« Le Parti libéral a délégué son très charismatique président, Justin Mugenzi... De son côté, le MDR a choisi un homme d'ouverture, Faustin Twagiramungu, mais avec lui Thaddée Bagaragaza, qui a été ministre dans les deux régimes successifs du Rwanda indépendant. Des régimes qui ont cristallisé les enjeux du pouvoir sur la question Hutu/Tutsi. C'est d'ailleurs le MDR-Parmehutu qui avait permis leur arrivée au pouvoir il y a trente ans au nom des Hutus. Des centaines de milliers de Tutsis avaient alors été contraints à l'exil. Mais aujourd'hui, le MDR est uni dans une

alliance avec le PL, que le régime accuse d'ailleurs d'être l'aile interne de la rébellion. Pour sa part, le Parti social-démocrate a envoyé son vice-président, le docteur Gafaranga, ainsi qu'un professeur très au fait du problème des réfugiés tutsis. Un dossier important pour le FPR mais pas le seul puisque avec son président, le colonel Kanyarengwe, un certain nombre de militaires hutus ont du fuir dans les années 80 pour des raisons politiques et régionales. Alors bien sûr, il sera question de tout cela à Bruxelles mais aussi de changement démocratique au Rwanda. »

249/ Afrique midi (1992 JAF 0150 C)

P = Danielle Lefèvre

T = Affrontements hier et aujourd'hui dans la capitale. Il y aurait plusieurs morts.

P : Les affrontements hier entre sympathisants des partis d'opposition et sympathisants de l'ancien parti unique. Ils auraient fait au moins cinq morts. Apparemment, cet ancien parti unique reproche aux opposants d'entamer le dialogue à Bruxelles avec les rebelles du FPR et il estime qu'il s'agit là d'une trahison. Les affrontements ont repris ce matin. Témoignage de William Bunel, conseiller à l'ambassade de France à Kigali.

Itw de William Bunel, conseiller à l'ambassade de France à Kigali (Monique Mas) :

«Les troubles ont commencé hier matin lorsqu'un cortège de partisans de l'ancien parti unique est entré en contact avec les participants d'un meeting du parti social démocrate...Il y a eu des affrontements assez violents à la machette, jets de briques, bâtons, etc. et qui ont sans doute fait plusieurs blessés graves et au moins un mort hier matin. Vraisemblablement d'autres morts, parce que la gendarmerie a été amenée à tirer. Le bilan de cinq morts paraît tout à fait plausible. Aujourd'hui, les taxis semblent se mêler à ces affrontements puisqu'ils ont barré les routes qui mènent au rond-point central de Kigali et tout en amenant des gens qui cherchent apparemment de nouveau à semer le trouble. »

250/ Afrique soir (1992 JAF 0150 D)

P = Edmond Sadaka

T = Violences politiques dans la capitale, alors que débutent à Bruxelles des pourparlers entre l'opposition légale et la guérilla.

P : Au moins une personne tuée et plusieurs autres sérieusement blessées dans des bagarres à Kigali. Les affrontements ont opposé les partisans du pouvoir en place à des sympathisants de l'opposition. Certaines sources affirment qu'il y aurait entre 5 et 7 tués mais le chiffre n'a pas été confirmé. Ces violences interviennent, et ce n'est

sans doute pas un hasard, alors que viennent de débiter à Bruxelles des entretiens entre l'opposition légale et les rebelles du FPR. Monique Mas.

Pap. de Monique Mas :

« Oui, et visiblement, cette rencontre contrarie beaucoup le parti du pouvoir, le MRND. Il la dénonce d'ailleurs comme une preuve de la complicité de l'opposition avec les rebelles du FPR. Le MRND s'était indigné de la diffusion sur la radio nationale d'une interview du représentant du FPR, celui-là même que le ministre des Affaires étrangères a rencontré le week-end dernier en Ouganda. Le parti du président Habyarimana est remonté au créneau à la veille de la rencontre de Bruxelles. Il s'est refusé par avance de la prendre en compte, quelle qu'en soit l'issue. Il a aussi organisé au pied levé une marche de protestation contre les appels à la violence qu'il prête au parti libéral. Ce parti d'opposition est d'ailleurs régulièrement montré du doigt par le régime, qui l'accuse d'être l'aile interne de la rébellion. Mais finalement, ces accusations n'ont pas empêché les trois partis d'opposition de décider d'aller ensemble à Bruxelles. Ils dénoncent le manque de transparence et l'échec du régime dans ses négociations avec les rebelles. Pour l'opposition, l'enjeu est d'importance. Sa cohabitation dans le gouvernement avec l'ancien parti unique s'annonçait mouvementée. Et bien aujourd'hui, le bras de fer est engagé sur les négociations pour la paix. »

P : J'ajoute que Kigali était paralysé aujourd'hui par les chauffeurs de taxi. Ceux-ci protestaient contre le meurtre de l'un de leurs collègues hier.

- Journaux Afrique du 30 mai 92 (1992 JAF 0151)

251/ Afrique matin (1992 JAF 0151 A)

P = Philippe Leymarie

T = La tension à Kigali alors que se poursuivent les négociations entre l'opposition légale et le FPR à Bruxelles.

P : Pour la première fois, des négociations se sont ouvertes entre des partis rwandais et le FPR, l'opposition armée... Selon Froduald Karamira, le président du MDR, qui participe à ces échanges de Bruxelles, les deux événements sont liés.

Itw de Froduald Karamira, président du MDR (Monique Mas) :

« Le secrétaire du MRND a dit qu'il ne laissera pas aboutir le processus de négociation puisqu'il ne participe pas dans celui-ci. Une telle déclaration du secrétaire du parti du président dénote que le MRND et son président ont un intérêt évident dans ce que la guerre ne se termine pas. La guerre entretient une tension intérieure propice au climat d'insécurité pour faire aboutir le projet d'état d'urgence. Et donc la suppression des activités politiques, ce qui arrange beaucoup le MRND qui est en perte de vitesse. »

Pap. de Monique Mas :
Diffusé la veille au soir

252/ Afrique midi (1992 JAF 0151 C)

P = Yves Rocle

P : Ce matin, le Premier ministre a reçu les différentes formations d'opposition. Il a été bien sûr question du retour à la paix civile. Selon Froduald Karamira, un des co-présidents du MDR, les représentants de l'ex-parti unique ont reconnu qu'il pouvait y avoir des débordements de la part de leurs militants. Il l'a dit à Jean Diatta.

Itw de Froduald Karamira, un des co-présidents du MDR (Jean Diatta) :

« Effectivement, le secrétaire du MRND a reconnu que lors de leurs réunions et meetings, il y a des éléments infiltrés qu'ils ne savent pas contrôlés. Justement, quand nous disons, qu'ils sont accompagnés de gendarmes et de gardes présidentiels déguisés en civil, justement, il a affirmé lui-même en disant qu'ils ne contrôlent pas ces éléments, qu'il y a des gens infiltrés, et ce sont ces gendarmes, quant à nous.

(Q. de J.D. : dans la région de Ruhengeri, il y aurait eu hier des évènements assez sérieux aussi ?)

Effectivement, il y a eu pillage de magasins et de gens. Ca correspond à un plan d'ensemble de déstabilisation du processus de paix. Quant on y ajoute encore la grève des journalistes, juste à ce moment, nous concluons qu'il y avait un plan de déstabilisation du plan de paix et éventuellement de la négociation de Bruxelles. »

253/ Afrique soir (1992 JAF 0151 D)

P = Nicolas Baliq

T = Le gouvernement lance un appel au calme après les heurts qui ont secoué Kigali.

P : Ce matin, le Premier ministre a reçu les différentes formations d'opposition. Il a été bien sûr question du retour à la paix civile. Selon Froduald Karamira, un des co-présidents du MDR, les représentants de l'ex-parti unique ont reconnu qu'il pouvait y avoir des débordements de la part des forces de l'ordre.

Itw de Froduald Karamira, un des co-présidents du MDR (Jean Diatta) :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 31 mai 92 (1992 JAF 0152)

254/ Afrique matin (1992 JAF 0152 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les deux courants de l'opposition s'entendent pour dénoncer ce qu'ils appellent les provocations des partisans du chef de l'Etat.

P : ...Le premier ministre a condamné hier les responsables de ces émeutes et chargé les ministres de l'Intérieur et de la Défense d'ouvrir une enquête sur les responsabilités côté manifestants et sur l'attitude des forces de l'ordre. On parle de sept morts et de vingt blessés graves au plus fort des bagarres, jeudi et vendredi, qui ont mis aux prises jusqu'à 4 000 personnes dans le centre de Kigali...

Corr. de Monique Mas de Bruxelles :

« Ce sont bien des retrouvailles entre Rwandais. Une manière de reconnaissance mutuelle après trente ans de désunion nationale. Et cette fois, il n'y a plus de sujet tabou. On nous a fait croire que les rebelles voulaient restaurer la monarchie mais finalement ils n'ont même pas de roi, ironise un membre de l'opposition. Plus sérieusement, les causes de la guerre ont été passées au crible... Mais pour l'opposition, qui a choisi, elle, l'action politique, la cause est entendue et le mal rwandais tient en une formule « l'absence de démocratie ». Tous en sont d'accord. Ils viennent d'ailleurs de signer leur premier communiqué commun pour condamner les événements de ces derniers jours à Kigali, des violences orchestrées selon eux par le régime pour déstabiliser le gouvernement de cohabitation et décourager les initiatives de paix. »

255/ Afrique midi (1992 JAF 0152 C)

P = Yves Rocle

P : ...Le chef de l'Etat qui s'exprimait hier sur les ondes de radio Kigali a évoqué la rencontre qui se tient à Bruxelles. Juvénal Habyarimana a affirmé que le gouvernement n'accepterait pas les résolutions de négociations menées par des hommes non mandatés.

Corr. de Monique Mas de Bruxelles :

Diffusée le matin

256/ Afrique soir (1992 JAF 0152 D)

P = Nicolas Baliqwe

P : ...Monique Mas lui a demandé si les discussions étaient faciles entre hommes de guerre et leaders politiques.

Invité d'Afrique soir : Alexis Kanyarengwe, président du FPR (Monique Mas) :

«Tout d'abord, nous sommes tous Rwandais, nous parlons la même langue. Nous luttons pour le même but, pour un changement profond dans le pays. Pour cela, même si nous avons choisi d'y arriver par des moyens armés et qu'ils ont choisi des moyens pacifiques, les objectifs sont les mêmes...

(Q. de M.M. : est-ce que le fait que l'opposition soit entrée dans un gouvernement de cohabitation, ça a changé quelque chose pour vous ?)

C'est une très bonne chose mais malheureusement ce que nous attendons de ce gouvernement est compromis du fait du président Habyarimana qui est une entrave.

(Q. de M.M. : depuis qu'ont débuté ces rencontres à Bruxelles entre l'opposition armée et l'opposition légale, des violences ont éclaté à Kigali. Est-ce que vous voyez une relation entre les deux événements ?)

C'est sûr. Pour le MRND, qui souhaite une victoire armée..., une fois que l'opposition armée et l'opposition non armée se seront entendues, il perdra ces chances de réussite au sein de la population.

(Q. de M.M. : comment voyez-vous les positions respectives de la France et de la Belgique sur le dossier rwandais ?)

C'est assez compliqué. Depuis longtemps, nous avons dénoncé une certaine complicité de la part de la Belgique et de la France dans leurs efforts continuels d'assister le régime de Kigali par des moyens matériels militaires, de personnel militaire et de moyens financiers sans chercher à comprendre les raisons profondes du conflit qui oppose les Rwandais. Nous espérons qu'ils vont comprendre que les Rwandais ont besoin de la paix. »

Juin 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 01 juin 92 (1992 JAF 0153)

257/ Afrique matin (1992 JAF 0153 A)

P = Philippe Leymarie

T : ...D'autres incidents auraient eu lieu à Gisenye, au nord-ouest du pays. Des incidents qui auraient fait une quinzaine de victimes, notamment par l'action de pillards qui portaient, paraît-il, des uniformes militaires. La réunion à Bruxelles prend fin ce soir. Alexis Kanyarengwe, président du FPR, met en cause au passage le rôle de la France et de la Belgique dans le jeu politique actuel au Rwanda.

Invité d'Afrique soir : Alexis Kanyarengwe, président du FPR :

Extrait diffusé :

« Depuis longtemps, nous avons dénoncé une certaine complicité de la part de la Belgique et de la France dans leurs efforts continuels d'assister le régime de Kigali par des moyens matériels militaires, de personnel militaire et de moyens financiers sans chercher à comprendre les raisons profondes du conflit qui oppose les Rwandais. Nous espérons qu'ils vont comprendre que les Rwandais ont besoin de la paix. »

258/ Afrique midi (1992 JAF 0153 C)

P = Yves Rocle

P : Des soldats se sont mutinés ce week-end à Gisenyi et Ruhengeri. Bilan selon la radio nationale : au moins 27 morts. Et puis, vous le savez, le président Habyarimana a condamné la rencontre à Bruxelles. Réaction de cette opposition légale par la voix du professeur Kabeja (?), du parti social-démocrate.

Itw du professeur Kabeja, du parti social-démocrate (Monique Mas) :

« On se méprend sur les raisons de notre mission. Nous ne sommes pas du gouvernement, nous sommes des partis souverains qui ont pris l'initiative de contacter le FPR en tant que parti. Mais ce n'est pas pour négocier formellement. Ça c'est le rôle du gouvernement. Nous, ce que nous pouvons faire, c'est de mieux les connaître et informer nos partis et le gouvernement pour déblayer le terrain et aider

à la poursuite formelle des négociations. Je pense que c'est le rôle de tout Rwandais de participer à la recherche de la paix... »

- Journaux Afrique du 04 juin 92 (1992 JAF 0156)

259/ Afrique matin (1992 JAF 0156 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Fin des discussions à Bruxelles entre opposition armée et opposition légale. Les deux parties sont d'accord pour un véritable cessez le feu.

P : ...A en croire monsieur Jacques Bihozagara, directeur pour l'Europe au département des relations internationales du FPR, les participants sont plutôt sur la même longueur d'onde.

Itw de Jacques Bihozagara, directeur pour l'Europe au département des relations internationales du FPR (Addala Benraad) :

« Nous avons des convergences dans nos manières de voir les problèmes qui prévalent au Rwanda. C'est un problème de dictature qui s'est installé au Rwanda depuis la prise du pouvoir du président Habyarimana en 1973...Tous nos points de vue convergent sur une chose : que nous avons une dictature à combattre.

(Q. d'A.B. : est-ce que vous avez l'intention d'arrêter la lutte armée ?)

La lutte armée n'est pas une fin en soi. Si nous avons pris les armes, c'est qu'il y avait des causes...Nous pourrions déposer les armes si les besoins, si nous voyons très bien que des causes sont éliminées. »

P : Amnesty International persiste et signe à propos des récents massacres de Tutsis par les militaires. L'organisation publie aujourd'hui un rapport sur ces exactions. Ce qui révolte les rédacteurs de ce rapport, c'est que les auteurs des massacres, des militaires donc, aidés, semble-t-il, par des civils hutus, restent impunis. Pour Michel Forst, directeur de la section française d'Amnesty, une telle façon d'agir de la part des autorités de Kigali ne peut qu'entraîner la répétition de tels actes. Il est interrogé par François Picard.

Itw de Michel Forst, directeur de la section française d'Amnesty International (François Picard) :

«Les coupables de ces exactions ne sont pas traduits en justice. Pour nous, il s'agit là d'un phénomène capital...C'est une manière d'encourager ces forces gouvernementales à poursuivre la répression sur la minorité tutsie.

(Q. de F.P. : donc vous demandez que les soldats et les responsables soient présentés devant la justice ?)

Il nous semble que le meilleur moyen de régler le problème, non pas de manière définitive, mais en tout cas pour cette vague de violations, serait de nommer une

commission indépendante d'enquête qui enquêterait sur la façon dont ces exactions ont été commises et de traduire les responsables en justice. »

260/ Afrique midi (1992 JAF 0156 C)

P = Yves Rocle

T = L'opposition légale et la rébellion souhaitent la conclusion d'un nouveau cessez le feu lors des prochaines négociations avec le gouvernement.

P : ...Ces négociations vont avoir lieu à la fin de cette semaine à Paris. Explications de Jacques Bihozagara, responsable du mouvement rebelle en Europe.

Itw de Jacques Bihozagara, responsable du FPR en Europe (Addala Benraad) :
Diffusée le matin

P : Il faut aussi signaler la publication aujourd'hui d'un rapport d'Amnesty International. L'organisation dénonce la persécution des Tutsis par l'armée. Elle dénonce aussi, je la cite, « les graves violations des droits de l'homme perpétrées par les rebelles du FPR ».

- Journaux Afrique du 05 juin 92 (1992 JAF 0157)

261/ Afrique matin (1992 JAF 0157 A)

P = Danielle Lefèvre

T = La véritable discussion entre le gouvernement et l'opposition armée du FPR s'ouvre aujourd'hui à Paris au niveau des ministres des Affaires étrangères.

P : ...Deux questions à l'ordre du jour : l'établissement d'un vrai cessez le feu et aussi la possibilité de médiation étrangère.

Pap. de Monique Mas :

« Cette rencontre vise un double objectif. D'abord, il s'agit de jeter les bases des futures négociations de paix en prévoyant un terrain de rencontre sans doute en Afrique, un programme de discussion et un calendrier. Les deux parties devront s'entendre aussi sur la nature et le niveau d'éventuelles interventions extérieures. La France et les Etats-Unis déjà pressentis seront dans les coulisses avec Paul Dijoud, le responsable Afrique de la diplomatie française, et avec Jeffrey Davido, le n°2 des affaires africaines du département d'Etat américain. On parle déjà d'un rôle de facilitateur pour la France et d'observateur pour les Etats-Unis. Mais l'ONU, l'OUA, des Etats voisins pourraient être appelés à la rescousse. Alors c'est vrai, il s'agit d'une rencontre préparatoire. Il n'est pas prévu d'entrer à Paris dans le vif des négociations. Mais aucun des participants ne peut ignorer qu'à Bruxelles, le FPR et les partis de

l'opposition légale viennent de demander l'application du cessez le feu signé avec le pouvoir en mars 91, un cessez le feu qui n'a jamais été respecté. Mais aujourd'hui, l'opposition est représentée au gouvernement, avec notamment le ministre des Affaires étrangères. »

262/ Afrique midi (1992 JAF 0157 C)

P = Yves Rocle

T = Les rebelles annoncent qu'ils se sont emparés ce matin d'une ville dans le nord du pays.

P : Report de la rencontre prévue cet après-midi à Paris. Cette réunion n'aura lieu finalement que demain. Le chef de la délégation du gouvernement, c'est-à-dire le ministre des Affaires étrangères, est bloqué à Dakar en raison d'une grève des transports aériens. Sur le terrain, on signale des troubles à Byumba. Apparemment, le FPR aurait investi cette ville.

Itw de Jacques Bihozagara, représentant du FPR en Europe (Monique Mas) :

« Nous avons repoussé l'armée rwandaise en dehors de Byumba, en fait pour protéger la population civile... »

- Journaux Afrique du 08 juin 92 (1992 JAF 0160)

263/ Afrique matin (1992 JAF 0160 A)

Pas de Rwanda

264/ Afrique matin (1992 JAF 0160 C)

P = Yves Rocle

T = Gouvernement et rebelles d'accord pour organiser une conférence de paix.

P : ...Ils ont livré à la presse ce matin le résultat de leurs deux jours de conversation parisienne.

Pap. de Monique Mas :

« Tout d'abord, le président Mobutu est confirmé comme médiateur et puis, c'est du 10 au 12 juillet prochain, que les deux parties se retrouveront pour rentrer dans le vif des négociations de paix. Ce sera au Zaïre ou en Tanzanie. Les deux parties demandent à l'OUA, aux Etats-Unis, à la France et à la Belgique de participer aux négociations comme observateurs. Mais surtout elles réaffirment la validité du cessez le feu signé au Zaïre en mars 91... Enfin, à la réunion de juillet prochain, il sera

question d'unité nationale et de démocratisation mais aussi de la fusion des deux armées en conflit et de garanties politiques. Enfin, à la demande du FPR, la délégation gouvernementale a accepté que soit également discuté l'élargissement du gouvernement de transition. Le FPR pourrait donc entrer bientôt sur la scène politique rwandaise. »

- Journaux Afrique du 09 juin 92 (1992 JAF 0161)

265/ Afrique matin (1992 JAF 0161 A)

P = Philippe Leymarie

P : ...Du côté du FPR, on estime qu'on peut engager des discussions sur l'avenir politique du pays et cela même si le cessez le feu n'est pas respecté.

Itw de Pasteur Bizimungu, président du FPR (Monique Mas) :

«Les négociations politiques vont porter d'abord sur le sort des deux armées. Il faudra qu'on fasse une armée nationale. Deuxièmement, il va falloir qu'on examine le problème du pouvoir. Aujourd'hui, nous avons un pouvoir dictatorial. Il va falloir aménager le pouvoir pendant la période de transition. Troisièmement, il faudra qu'on demande des garanties. Il suffit qu'on vous soupçonne d'être membre du FP et vous êtes liquidés. »

- Journaux Afrique du 10 juin 92 (1992 JAF 0162)

Afrique midi (1992 JAF 0162 C)

Bande manquante.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/PRESENCE MILITAIRE FRANCAISE CRITIQUEE/MURIEL
POMPONNE

- Journaux Afrique du 13 juin 92 (1992 JAF 0165)

266/ Afrique soir (1992 JAF 0165 D)

P = Nicolas Baliqye

T = Le Premier ministre rwandais en visite officielle à Bujumbura.

P : C'est la première fois que les chefs de gouvernement des deux pays se rencontrent.

Pap. d'Assane Diop :

“La normalisation des relations entre le Rwanda et le Burundi, c'est ainsi que l'on définit à Bujumbura la visite du Premier ministre rwandais. Normalisation dans le domaine de la sécurité. Pour Bujumbura, il s'agit d'obtenir de Kigali des garanties sur l'application d'un mémorandum présenté par le gouvernement burundais aux autorités rwandaises en avril dernier. Dans ce mémorandum, il est question de mettre fin aux actions du Palipehutu, le mouvement d'opposition burundais armé, actions menées depuis le Rwanda. Le problème des réfugiés sera abordé... »

- Journaux Afrique du 14 juin 92 (1992 JAF 0166)

267/ Afrique matin (1992 JAF 0166 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Les relations entre le Rwanda et le Burundi se réchauffent. Le Premier ministre est en visite pour trois jours à Bujumbura.

P : ...A l'origine de la brouille entre les deux capitales, le fait que Bujumbura accuse Kigali d'abriter et même de soutenir les forces du Palipehutu, autrement dit le mouvement d'opposition au régime du major Pierre Buyoya.

Pap. d'Assane Diop :

Diffusé la veille au soir

- Journaux Afrique du 15 juin 92 (1992 JAF 0167)

Afrique soir (1992 JAF 0167 D)

Bande manquante.

Contenu de la notice Loris :

ASSANE DIOP / son : Adrien Sibomana / 1er Min Burundi + son Dismas Nsengiyaremye / 1er Min Rwanda.

- Journaux Afrique du 16 juin 92 (1992 JAF 0168)

268/ Afrique matin (1992 JAF 0168 A)

P = Philippe Leymarie

T = L'accord entre le Burundi et le Rwanda. Les deux Premiers ministres se promettent assistance mutuelle.

P : Deux hommes, deux frères, chefs de pays frères réputés ennemis...Et le retour de la confiance entre les deux pays. Un climat dénué de toute suspicion, indique leur communiqué. Les deux pays ont décidé, par exemple, de renvoyer systématiquement dans leur pays toute personne trouvée en situation irrégulière. Ils condamnent aussi toute attitude fondée sur la tribalisation de la vie et des institutions politiques.

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre rwandais :

« Nous avons pris et allons prendre des mesures contre toute opposition armée, qui voudrait s'installer ou utiliser le territoire rwandais...Si le Palipehutu estime qu'il a un message politique à faire passer, qu'il se rende au Burundi. Il y a là-bas le jeu démocratique, qu'il s'inscrive comme parti et qu'il joue au jeu démocratique pour accéder au pouvoir. »

Itw d'Adrien Sibomana, Premier ministre burundais :

« ...Nous allons donner le meilleur de nous-mêmes parce que la paix au Rwanda, cela signifie aussi la paix au Burundi...Nous pourrions être des témoins oculaires, si on nous le demande. »

- Journaux Afrique du 18 juin 92 (1992 JAF 0170)

269/ Afrique midi (1992 JAF 0170 C)

Pas de mention du Rwanda.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/VIOLENTS COMBATS/MONIQUE MAS

270/ Afrique soir (1992 JAF 0170 D)

P = Edmond Sadaka

P : Poursuite de violents combats dans le nord-est du pays depuis le 5 juin dernier. Cela provoque un nouvel afflux de réfugiés.

Pap. de Monique Mas :

« Il y a maintenant plus de 220 000 déplacés de guerre dans la préfecture de Byumba...C'est en effet une marée humaine de 80 000 personnes, qui s'est répartie dans la région, par groupes de plusieurs milliers...Alors, il pleut et les nuits passées à la belle étoile ont déjà fait au moins quinze morts parmi les enfants. MSF doit se rendre sur place...L'eau manque, les couvertures...Les besoins des réfugiés de la guerre sont évalués à 16 000 tonnes de nourriture pour les six prochains mois...Toujours pas de plan d'évacuation pour éloigner durablement les civils de la zone des combats.»

- Journaux Afrique du 19 juin 92 (1992 JAF 0171)

271/ Afrique matin (1992 JAF 0171 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Toujours des combats au nord-est du pays. Près de 40 morts en quelques jours et plus de 200 000 personnes déplacées.

P : L'ébauche d'un dialogue entre les autorités et l'opposition armée du FPR n'empêche pas la poursuite des combats...

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

Extrait diffusé :

« Il pleut et les nuits passées à la belle étoile ont déjà fait au moins quinze morts parmi les enfants. MSF doit se rendre sur place...L'eau manque, les couvertures...Les besoins des réfugiés de la guerre sont évalués à 16 000 tonnes de nourriture pour les six prochains mois...Toujours pas de plan d'évacuation pour éloigner durablement les civils de la zone des combats.»

- Journaux Afrique du 22 juin 92 (1992 JAF 0174)

Afrique matin (1992 JAF 0174 A)

Bande manquante.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA /OUA CONFLITS INTERNES (SON B.NGULINZIRA) MIN.A.E.

- Journaux Afrique du 24 juin 92 (1992 JAF 0176)

272/ Afrique matin (1992 JAF 0174 A)

Pas de mention du Rwanda

Pourtant le contenu de la notice Loris est le suivant :

RWANDA son ministre affaires étrangères Ngulinzira

Juillet 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 09 juillet 92 (1992 JAF 0191)

273/ Afrique matin (1992 JAF 0191 A)

Pas de mention du Rwanda.

Contenu de la notice Loris :

Rwanda son 1er ministre rwandais/ M. Mas

274/ Afrique midi (1992 JAF 0191 B)

P = Yves Rocle

P : Les négociations entre rebelles du FPR et gouvernement devraient reprendre demain à Arusha.

- Journaux Afrique du 10 juillet 92 (1992 JAF 0192)

275/ Afrique soir (1992 JAF 0192 C)

P = Edmond Sadaka

T = Ouverture de négociations en Tanzanie entre le gouvernement rwandais et les rebelles du FPR.

P : ...Sont également présents des observateurs des pays voisins, Burundi et Ouganda, mais aussi des Belges, des Américains et des Français. L'enjeu de ces discussions avec vous Monique Mas.

Pap. de Monique Mas :

«Ce qui se joue à Arusha, c'est la mise en œuvre de l'accord de cessez le feu signé à N'Sele au Zaïre en mars 91...Il s'agit donc maintenant d'identifier les causes de l'échec du cessez le feu...L'accord de N'Sele pourrait être amendé et le GOM de l'OUA modifié...Le FPR avait aussi demandé que la fusion des deux armées soit au menu d'Arusha. Menu qui devait comprendre aussi un volet politique avec des

discussions sur le processus de démocratisation. Un ordre du jour très chargé même en jouant les prolongations. On peut donc s'attendre à ce que les deux parties s'en tiennent au plat de résistance, le cessez le feu. »

- Journaux Afrique du 11 juillet 92 (1992 JAF 0193)

276/ Afrique matin (1992 JAF 0193 A)

P = Pascal Gautier

P : Face à face entre les autorités de Kigali et des représentants du FPR...

Pap. de Monique Mas :
Diffusé la veille au soir

- Journaux Afrique du 12 juillet 92 (1992 JAF 0194)

277/ Afrique matin (1992 JAF 0194 A)

P = Pascal Gautier

T = Les discussions inter rwandaises se poursuivent en Tanzanie. Le gouvernement et le FP essaient de trouver un terrain d'entente sur l'application du cessez le feu conclu l'année dernière au Zaïre.

P : ...Le FPR a accusé Kigali de prolonger la guerre civile en violant les accords de cessez le feu. Mais il semble tout de même que les négociations avancent et on évoque même la tenue d'une conférence de presse commune.

Pap. de Monique Mas :

«Oui et c'est plutôt bon signe... Elle pourrait bien se sceller par l'application de l'accord de cessez le feu...Le FPR demande notamment l'intégration des deux armées en conflit mais aussi la création d'un gouvernement de transition à base élargie. En clair, une place au sein de l'armée et du gouvernement rwandais. Un gouvernement ouvert à l'opposition depuis avril dernier et qui, au nom de l'unité nationale et de la démocratisation, propose la réintégration des réfugiés dans tous les secteurs, y compris militaire. Mais le gouvernement rwandais attend des garanties pour ne pas se faire piéger par le nouvel équilibre militaire. Par ailleurs, le GOM pourrait être élargi à des Occidentaux notamment. Enfin, un point de l'accord de N'Sele pourrait rester en vigueur. Celui qui demande la départ du Rwanda des troupes étrangères. La France en effet a envoyé deux compagnies au Rwanda. La dernière fois, c'était en juin dernier pendant la conférence de Paris qui préparait Arusha. »

- Journaux Afrique du 13 juillet 92 (1992 JAF 0195)

278/ Afrique matin (1992 JAF 0195 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Gouvernement et opposition armée réunis à Arusha ont décidé d'un cessez le feu. Le FPR obtient son entrée dans le gouvernement et l'intégration de ses troupes au sein de l'armée.

P : Un espoir de paix au Rwanda... Cet accord doit entrer en application dans une semaine...

Pap. de Monique Mas :

« En effet, le gouvernement rwandais a accepté des amendements qui posent le principe de la formation d'une armée nationale, composée de celle du FPR et de celle du gouvernement. Mais qui pose aussi le principe de l'entrée du FPR dans un gouvernement de transition multipartite. C'était le principal cheval de bataille du FPR. C'est un dossier épineux pour le gouvernement rwandais. Il sera examiné à partir du 10 août, date à laquelle débiteront des négociations politiques qui doivent déboucher d'ici le 10 octobre sur un accord de paix. Celui-ci devrait être mis en œuvre au plus tard le 10 janvier 1993. A cette date, le FPR devrait donc faire son entrée dans l'armée et dans le gouvernement rwandais. Une commission politico-militaire comprenant cinq représentants de chacune des deux parties va être chargée d'assurer le suivi du cessez le feu mais aussi de l'exécution des mesures politiques du futur traité de paix. Cette commission comprendra aussi des observateurs envoyés par les pays voisins mais aussi par la Belgique, les Etats-Unis et la France. »

P : Les réactions des signataires de l'accord. D'abord celle du gouvernement rwandais. Réaction positive du ministre rwandais des Affaires étrangères.

Itw de Boniface Ngulinzira, ministre rwandais des Affaires étrangères (Monique Mas) :

« On va faire la fin de la guerre, c'est sûr. Nous pensons qu'Arusha ouvre une ère nouvelle. Une ère d'espoir pour le peuple rwandais. L'ère de la réconciliation.

(Q. de M.M. : est-ce que vous ne craignez pas que l'armée gouvernementale rwandaise s'inquiète à l'idée de voir entrer dans ses rangs des gens du FPR ?)

Je crois que la réalisation de la réconciliation nationale mérite qu'on reconnaisse les réfugiés rwandais qui sont à l'extérieur. Ils doivent être intégrés dans tous les secteurs de la vie nationale. Cette intégration au sein de l'armée mérite des précautions qui devront être déterminées lors des négociations politiques. Chacun en est conscient mais nous pensons que, de part et d'autre, il y aura la bonne volonté pour réaliser la réconciliation nationale en vue de la paix. »

P : Monsieur Ngulinzira estime pour sa part qu'il n'a pas fait de concession. Pour lui, il est resté dans les termes du mandat assigné au nouveau gouvernement mis en place à Kigali le 16 avril dernier, c'est-à-dire négocier la paix. Satisfaction également

du côté du FPR mais avec toute fois une légère réserve à propos d'éventuelles réticences des militaires.

Itw de Pasteur Bizimungu, qui dirigeait la délégation du FPR (Monique Mas) :

« Je crois que le fait qu'on se soit mis d'accord sur les garanties politiques prouvent le bon vouloir des deux parties. C'est cela qui semble fondamental. Mais peut être ce qu'on doit signaler, c'est que du côté du gouvernement rwandais, celui qui a signé n'est pas nécessairement celui qui a le commandement militaire. Et là, ça peut poser des problèmes.»

279/ Afrique midi (1992 JAF 0195 B)

Pas de mention du Rwanda.

280/ Afrique soir (1992 JAF 0195 C)

Pas de mention du Rwanda.

- Journaux Afrique du 17 juillet 92 (1992 JAF 0199)

281/ Afrique soir (1992 JAF 0199 D)

P = Edmond Sadaka

T = Le président Habyarimana en France. Il a rencontré ce matin François Mitterrand. Nous l'entendrons.

P : ...Et cela trois jours après la signature d'un cessez le feu entre le gouvernement rwandais et les rebelles. Quel est l'objectif de cette visite ?

Itw de Juvénal Habyarimana (Monique Mas) :

« Je suis venu voir le président Mitterrand et d'autres personnalités françaises pour passer en revue, leur faire part de l'évolution sur le plan économique, évolution sur le plan politique, et surtout évolution en ce qui concerne la situation de la guerre. Nous avons donc demandé à ce que la France continue à nous assister. Et les autorités que j'ai rencontrées sont tout à fait d'accord. En ce qui concerne les accords d'Arusha, ces accords n'ont porté en fait que sur le cessez le feu qui doit entrer en vigueur le 31 juillet. Et les autres principes ont été énoncés et le gouvernement rwandais et le FP vont y revenir. Et dans les négociations proprement dites